

La France et la construction de l'Italie et de l'Allemagne

Quel rôle la France joue-t-elle dans les unifications italienne et allemande entre 1850 et 1871 ?

I. La France et la construction de l'État italien

a) Le Piémont-Sardaigne et la France à la manœuvre (1859-1860)

Au milieu du XIXe siècle, la péninsule italienne contient huit États, dont deux, la Lombardie et la Vénétie, sont sous domination autrichienne. Les patriotes italiens souhaitent le Risorgimento mais sont divisés : les uns voudraient une république, d'autres une monarchie libérale, certains une unification sous l'autorité du pape. Mais en 1859, beaucoup sont prêts à se rallier au Piémont-Sardaigne, qui offre les plus grandes garanties pour faire l'unité de la nation italienne. Camillo Cavour, Premier ministre piémontais de Victor-Emmanuel II, recherche l'alliance française pour chasser l'Autriche du nord de la péninsule. L'attentat commis par le patriote italien Felice Orsini à Paris en 1858 contre Napoléon III, à qui il reproche d'avoir oublié les idéaux carbonari de sa jeunesse, accélère les négociations (entrevue de Plombières, 1858).

En 1859, la France et le Piémont-Sardaigne déclarent la guerre à l'Autriche : les victoires de Magenta le 4 juin et de Solferino le 24 juin 1859 permettent l'annexion de la Lombardie par le Piémont-Sardaigne. Mais face au mécontentement de l'opinion publique catholique française, Napoléon III signe prématurément l'armistice avec l'Autriche le 11 juillet 1859 (traité de paix signé en novembre) et décide de protéger militairement Rome et le pape.

Dans le centre de l'Italie (Parme, Modène, Toscane), les partisans de l'unité italienne profitent des succès piémontais pour se soulever en 1859 contre leurs princes et voter leur rattachement au Piémont-Sardaigne. La France laisse faire et obtient en échange le comté de Nice et la Savoie (1860). Deux plébiscites triomphaux valident ce retour au sein de la France.

b) L'achèvement de l'unité italienne (1860-1871)

Dans le Sud, Cavour ne peut agir directement. Il encourage donc secrètement l'« expédition des Mille » du républicain Giuseppe Garibaldi et de ses « chemises rouges » dans le royaume des Deux-Siciles (1860), tout en la désavouant officiellement. Garibaldi conquiert la Sicile puis Naples, et les régions du Sud votent à leur tour le rattachement au Piémont-Sardaigne.

En 1861, Victor-Emmanuel II est proclamé roi d'Italie et Turin, capitale du Piémont-Sardaigne, devient celle de l'Italie. Excentrée et peu prestigieuse, la ville ne peut être qu'une capitale provisoire. Or, les partisans du pape, notamment Napoléon III, craignent que Victor-Emmanuel II n'envahisse ce qui reste des États pontificaux. En 1865, afin de les rassurer, le roi d'Italie fait de Florence sa capitale. En 1866, la Prusse est en guerre contre l'Autriche et remporte la bataille de Sadowa. L'Italie profite de l'affaiblissement autrichien pour prendre le contrôle de la Vénétie.

À Rome, des troupes françaises protègent les États du pape. Mais l'entrée en guerre de la France contre la Prusse en 1870 l'oblige à rappeler ses soldats. L'armée italienne occupe alors Rome qui devient officiellement la capitale du royaume d'Italie en 1871. Ne manquent plus désormais aux Italiens que les terres irrédentes qui demeurent une pomme de discorde avec l'Autriche jusqu'à la Première Guerre mondiale.

II. La France et la construction de l'Empire allemand

a) Petite ou Grande Allemagne ?

En 1850, l'Allemagne est encore plus morcelée que l'Italie et ne compte pas moins de 39 États. L'Autriche et la Prusse, les deux plus vastes et les plus peuplés, ambitionnent de réaliser l'unité de la nation allemande à leur profit. Ces deux projets concurrents sont appelés Grande Allemagne (autour de l'Autriche) et Petite Allemagne (autour de la Prusse). Une partie des États allemands du Sud, catholiques, refusent toute alliance politique avec la Prusse protestante.

Si, après 1815, la position de l'Autriche est la plus solide (Confédération germanique), la Prusse prend progressivement en main le nationalisme allemand. Elle dispose, dès le départ, d'un atout essentiel : son territoire est presque entièrement peuplé d'Allemands, contrairement à l'Autriche qui est un État multinational. Pour accroître son influence, la Prusse se modernise et s'enrichit grâce à l'industrie. Elle tire enfin profit de l'union douanière (Zollverein) créée dès 1834 et qui s'étend progressivement, sans que l'Autriche n'en fasse partie.

b) L'unification derrière la Prusse (1848-1871)

En dépit des atouts de la Prusse, c'est seulement après 1848 que le rapport de force lui devient réellement favorable. Affaiblie par le Printemps des peuples, l'Autriche n'est plus en mesure de s'opposer à son ascension.

En 1862, le roi de Prusse Guillaume Ier nomme Otto von Bismarck chancelier. Son programme consiste à réaliser l'unité allemande tant « par le haut », c'est-à-dire à l'initiative d'un souverain et sans que les populations soient consultées, que « par le fer et par le sang », c'est-à-dire par la diplomatie mais surtout par la guerre.

Bismarck veut d'abord isoler et éliminer l'Autriche. Il cherche et finit par trouver l'incident diplomatique menant à une guerre qui laisse l'Europe abasourdie. Le colosse autrichien est abattu en trois semaines (Sadowa, 1866). En 1867, une Confédération d'Allemagne du Nord se substitue à l'ancienne Confédération germanique.

Pour rallier les États allemands catholiques du Sud, Bismarck sait que la France, qui soutient leur indépendance, constitue un obstacle. La déclaration de guerre française contre la Prusse le 19 juillet 1870 permet à Bismarck et à Guillaume Ier d'obtenir l'alliance des États allemands : le sentiment national allemand l'emporte sur les divisions religieuses. La France est vaincue et l'unité allemande peut être achevée.

La proclamation officielle de l'Empire allemand a lieu le 18 janvier 1871 dans la galerie des Glaces du château de Versailles. Le traité de Francfort signé le 10 mai 1871 (annexion de l'Alsace-Moselle) achève d'humilier la France et d'affirmer la nouvelle puissance allemande.